

Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

2° de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/927 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs

Le projet de loi transpose la directive (UE) 2024/927 (dite « AIFMD 2 ») du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs.

La directive 2024/927 a été adoptée dans le cadre de l'Union des marchés des capitaux afin d'améliorer l'efficacité des régimes prévus par les directives 2011/61/UE (dite « directive GFIA » - gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs) et 2009/65/CE (dite « directive OPCVM » - organismes de placement collectif en valeurs mobilières). Le but est d'harmoniser, lorsque cela fait du sens, ces deux cadres légaux et de garantir un niveau uniforme de protection des investisseurs dans l'Union européenne.

En outre, la directive 2024/927 a pour objet de faciliter l'accès à des sources de financement alternatif sur les marchés. Ainsi, elle reconnaît expressément aux fonds d'investissement alternatifs (« FIA ») le droit d'octroyer des prêts et établit des règles harmonisées visant à créer un marché intérieur efficace pour l'octroi de prêts par les FIA.

L'introduction d'un cadre réglementaire uniforme au niveau européen est particulièrement intéressant pour le Luxembourg qui est déjà bien positionné sur le marché des fonds de dette privée. En effet, ce nouveau cadre permettra aux gestionnaires luxembourgeois de développer de nouvelles stratégies de dette privée et de structurer des FIA octroyant des prêts sur base d'un cadre européen harmonisé.

Dans un souci de protection des consommateurs, le projet de loi prévoit, au niveau national, l'interdiction pour les FIA d'octroyer des prêts à des consommateurs au Luxembourg.

Afin d'accroître l'efficacité des activités des gestionnaires de FIA et des sociétés de gestion d'OPCVM, la directive 2024/927 étend la liste des services autorisés et apporte des clarifications utiles quant aux services pouvant être fournis à des tiers.

La directive 2024/927 reconnaît l'importance de la délégation qui permet d'accéder à une expertise spécialisée et de renforcer l'efficacité opérationnelle.

Afin de permettre une réponse plus efficace en cas de tensions sur les marchés et d'assurer une meilleure protection des investisseurs, la directive 2024/927 met en œuvre la recommandation du Comité européen des risques systémiques (CERS) du 7 décembre 2017 sur le risque de liquidité et d'effet de levier dans les fonds d'investissement (CERS/2017/6).

Une autre nouveauté introduite par la directive 2024/927 est qu'elle autorise désormais les États membres confrontés à une insuffisance d'offre concurrentielle de services de dépositaire à permettre à leurs FIA locaux de désigner un dépositaire établi dans un autre État membre.

La directive 2024/927 vise également à renforcer la collecte des données de marché transmises aux autorités de surveillance, afin de mieux détecter l'émergence de risques et leur éventuelle propagation au sein du système financier.

En outre, les exigences de substance applicables aux OPCVM, aux sociétés de gestion d'OPCVM et aux gestionnaires de FIA sont précisées notamment par l'introduction d'un seuil minimal de ressources nécessaires à la conduite de leur activité. Il convient de noter que si des exigences de substance sont nouvellement introduites au niveau européen, elles existent déjà à l'heure actuelle au Luxembourg.

Enfin, la directive 2024/927 apporte d'autres modifications ciblées, notamment en ce qui concerne les règles en matière de coopération entre les différentes autorités compétentes et les exigences applicables aux pays tiers au sein de la directive GFIA.